

Cette fiche ressource n'a pas vocation à supplanter le travail des certificateurs Qualité, seuls à même de délivrer la certification qualité d'un CFA. Par contre, ce document prétend préciser les attentes des Ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur en tant que Ministères certificateurs, pour les CFA ayant fait le choix de proposer des diplômes sous leurs responsabilités. Elle constitue une proposition régionale.

Q1/E7

QualiOpi indicateur 1
Eduform indicateur 7

Le guide *ultime* en apprentissage

Mission « Information – Contrôle – Accompagnement pédagogique »
© Région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur

Les enjeux

S'assurer de la fiabilité et de la conformité des données publiées, ainsi que de leur mise à jour régulière.

Respecter les obligations en matière d'affichage en tant qu'organisme dispensant de la formation initiale et concourant aux objectifs éducatifs de la Nation (article L 6231-7 du Code du travail).

Les points d'appui

Dépliant de présentation des services du Rectorat pour les [CFA privés](#) / les [EPLÉ publics et privés](#) sous contrat

La charte graphique du Gouvernement
<https://www.gouvernement.fr/marque-Etat>

[Arrêté du 31 mai 2023](#) portant diverses mesures en matière de certification qualité des organismes de formation

Fiches ressources :

- [Immatriculation UAI](#) et obligations du CFA
- Cadre des [certifications professionnelles](#)
- Les différences entre les deux [contrats d'alternance](#)
- Les [conditions d'accès](#) à l'apprentissage.
- [Maquettes pédagogiques](#) en apprentissage.

[Moteur de recherche](#) pour retrouver facilement toutes les informations sur les organismes de formation certifiés Qualiopi

Créée le : 28 juin 2023

Dernière mise à jour : 13 octobre 2024

Le prestataire diffuse une information accessible au public, détaillée et vérifiable sur les prestations proposées : prérequis, objectifs, durée, modalités et délais d'accès, tarifs, contacts, méthodes mobilisées et modalités d'évaluation, accessibilité aux personnes handicapées.

Pour les formations certifiantes : l'information mentionne le libellé exact de la certification, le code RNCP/RS, le nom du certificateur et la date d'enregistrement de la certification.

NB : L'information est diffusée en amont de la contractualisation, quel que soit le moyen (site internet, proposition commerciale, plaquette, diffusion partielle sur un site puis complétée via une proposition...).

Les actions à conduire par priorités

Demander l'édition de la fiche immatriculation UAI auprès du service du Rectorat (Pôle analyse des statistiques et études) et procéder le cas échéant à la mise à jour des données renseignées (cf *infra* partie « Précisions »).

Contrôler le respect de l'article L 6231-7 du Code du travail. Plus de détail dans le [Précis de l'apprentissage](#) page 38 (cf *infra* partie « Précisions »).

S'assurer que le principe de gratuité de la formation par apprentissage est respecté et qu'une communication claire est faite sur le sujet s'agissant des apprentis.

S'assurer que la contribution de vie étudiante et de campus (CVEC) est bien mentionnée comme obligatoire pour tout apprenti dans l'enseignement supérieur (à l'exception de ceux inscrits dans un BTS dans un lycée public ou privé sous contrat).

Les points de vigilance à respecter

Rompre avec l'idée que la certification qualité attesterait de la qualité de l'enseignement des formations.

"La marque « Qualiopi » vise à attester de la **qualité du processus** mis en œuvre par les prestataires d'actions concourant au développement des compétences et permettre une plus grande lisibilité de l'offre de formation auprès des entreprises et des usagers".

La [circulaire du 19 juin 2023](#) (publiée au BO n°29 du 20 juillet 2023) portant sur la mission de contrôle pédagogique des formations par apprentissage ajoute de manière très claire : « Le contrôle pédagogique vise la formation de l'apprenti à la différence des audits de structures menés dans le cadre de la certification qualité ».

La certification qualité atteste donc uniquement de la qualité du processus de formation, mais non de la qualité des formations.

Afficher obligatoirement le certificat QualiOpi dans les locaux du CFA et sur son site web (cf arrêté du 31 mai 2023) – à différencier de la marque QualiOpi. En l'absence de site, il est attendu du CFA qu'il en communique une copie à tous les candidats, stagiaires, apprentis ou financeurs qui en feraient la demande.

Prendre garde à toutes pratiques commerciales déloyales (comme le recours à des publicités mensongères) pouvant faire l'objet de poursuites pénales. Par exemple, l'usage de logos des Ministères de l'éducation nationale ou de l'enseignement supérieur dans le cas de CFA privés, du terme « master » au lieu de « mastère », ...

Eviter toute confusion entre : « NDA / UAI / formations enregistrées au RNCP / certification qualité » et qualité pédagogique d'une formation relevant strictement du champ de responsabilités du certificateur.

Veiller à respecter strictement les conditions d'inscription à l'examen dans les communications, et notamment en matière de :

- volume horaire minimum d'enseignement en CFA (cf fiche [Q16E26](#) - Indicateur 16),
- conditions réglementaires d'accès à l'apprentissage, notamment en fonction de l'âge des candidats (cf fiche ressource sur les [conditions d'accès](#) à l'apprentissage).

- disciplines d'enseignement en fonction du diplôme choisi (se reporter aux fiches ressources [Contrat d'apprentissage VS Contrat de professionnalisation](#) et [Maquettes pédagogiques](#) en apprentissage.

Porter une attention sur le respect des libellés des certifications, sans omettre la référence exacte au niveau de la certification (prendre appui sur la fiche portant sur le [cadre des certifications professionnelles](#)). La V8 du Guide de lecture QualiOpi ajoute pour les formations certifiantes : le code RNCP / RS, le nom du certificateur et la date d'enregistrement. Et

Être clair dans sa communication externe et interne en assumant pleinement son statut de CFA à part entière, et en évitant tout risque de confusion avec d'autres statuts (étudiant / stagiaire de la formation professionnelle continue notamment).

A noter : le statut de CFA privé hors contrat n'existe pas, de CFA privé oui. En proposant des diplômes de l'éducation nationale ou encore de l'enseignement supérieur, tout CFA a l'obligation d'en respecter les contenus et les modalités, tels que définis dans les référentiels de formation (cf fiche ressource portant sur les différences entre les deux [contrats d'alternance](#)).

Les actions « remarquables » à valoriser ou à suivre

Non encore renseigné.

Précisions

SOMMAIRE

- La [fiche immatriculation](#) UAI
- Une [communication et un affichage](#) clairs
- Le principe de « [gratuité de la formation](#) » pour les apprentis
- La [contribution de vie étudiante et de campus](#) (CVEC)
- Les [pratiques commerciales déloyales](#) (comme le recours à des publicités mensongères)
- Les [intitulés des formations](#) préparant à des certifications
- Le respect des [conditions réglementaires d'accès à l'apprentissage](#) dans les publications.
- Le [cadre réglementaire](#) pour justifier d'une certification qualité

Les principaux sujets de préoccupation des CFA

SOMMAIRE

- Les distinctions entre [certification et habilitation](#)
- Confusion [certification qualité et contrôle pédagogique](#) des formations par apprentissage
- [Confusions sur le sujet du solde de la taxe d'apprentissage](#)

PRÉCISIONS

1. La fiche immatriculation UAI

Il est vivement recommandé de tenir à jour la fiche de l'immatriculation UAI de son organisme de formation. A cette fin, il est attendu de solliciter le service du Rectorat ad hoc (Pôle analyse des statistiques et études) afin de contrôler l'exactitude des données renseignées et de procéder le cas échéant à la mise à jour des données renseignées.

Pour l'académie d'Aix-Marseille : eliane.rallo-lombardi@ac-aix-marseille.fr

Pour l'académie de Nice : raymond.vacquier@ac-nice.fr

Plus de détail dans la fiche ressource portant sur [l'immatriculation UAI](#).

2. Une communication et un affichage clairs

Une immatriculation en tant que CFA suppose que le CFA soit clairement identifié depuis l'extérieur (affichage) et dans tous ses documents publicitaires et commerciaux. Il s'agit donc de veiller à la stricte application de l'[article L.6231-7](#) du Code du travail.

« La devise de la République, le drapeau tricolore et le drapeau européen sont apposés sur la façade des centres de formation d'apprentis. La [Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789](#) est affichée de manière visible dans les locaux des mêmes établissements ».

Extrait du [Précis de l'apprentissage](#) page 38

« Un affichage républicain

Le CFA dispense de la formation initiale et concourt aux objectifs éducatifs de la Nation. A ce titre, la loi exige que la devise de la République, le drapeau tricolore et européen soient apposés sur la façade du CFA. Cet affichage doit être, en fait, réalisé sur tous les lieux de formation.

La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen est, de plus, affichée de manière visible dans les locaux du CFA.

Références : Article L.6231-7 du code du travail

Il est attendu également de l'organisme de formation qu'il assume pleinement dans sa communication externe et interne son statut de CFA à part entière, notamment en évitant tout risque de confusion entre le statut d'apprenti et tous les autres statuts possibles (étudiant / stagiaire de la formation professionnelle notamment).

Le contenu de sa communication doit mettre en avant également un vocabulaire adapté à l'apprentissage (apprentis, maître d'apprentissage, pédagogie de l'alternance, etc.). Exit par exemple les termes élèves, stagiaires, tuteurs, ...

Les établissements privés hors contrat qui se sont déclarés « CFA » depuis la Loi « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel » peinent parfois à faire leur mue, alors qu'ils peuvent pour certains d'entre-eux être financés à 100% par l'apprentissage.

3. Le principe de « gratuité de la formation » pour les apprentis

Le CFA doit s'assurer que le principe de gratuité de la formation pour les apprentis est rigoureusement respecté, dont en matière d'affichage (sur le site internet par exemple).

[Article L6211-1](#) du Code du travail

« Le contrat d'apprentissage est un contrat de travail de type particulier conclu entre un apprenti ou son représentant légal et un employeur.

L'employeur s'engage, outre le versement d'un salaire, à assurer à l'apprenti une formation professionnelle complète, dispensée pour partie en entreprise et pour partie en centre de formation d'apprentis ou section d'apprentissage.

L'apprenti s'oblige, en retour, en vue de sa formation, à travailler pour cet employeur, pendant la durée du contrat, et à suivre cette formation ».

[Article L6211-2](#) du Code du travail

« Aucune contrepartie financière ne peut être demandée ni à l'apprenti ou à son représentant légal à l'occasion de la conclusion, du dépôt ou de la rupture du contrat d'apprentissage, ni à l'employeur à l'occasion du dépôt du contrat d'apprentissage ».

Ni modules type conseils personnalisés - coaching et mise en situation d'entretien pour l'aide à la recherche d'entreprise moyennant une somme d'argent, ni recours à une cotisation pour les CFA sous statut associatif ou autres demandes de ce type. La position de la DGEFP est catégorique, par exemple sur le dernier cas (CFA associatif) : L'apprentissage est un mode de formation relevant de la formation *initiale*, laquelle est de principe gratuite. Tant pour l'apprenti(e) que pour sa « famille » ; le code du travail le rappelle expressément (notamment en ses articles L. 6211-1, dernier alinéa et L. 6221-2). Une pratique de « paiement », même modeste, ne peut pas être admise dans le cadre de l'apprentissage ; le caractère « associatif » de l'organisme de formation théorique n'est pas un argument juridique valable pour remettre en question le principe de gratuité de ce contrat.

Le statut associatif ne change rien à la constitution de l'infraction. Le principe d'une cotisation revient à faire payer l'accès à la formation en apprentissage.

Cette pratique est donc contraire à ce principe absolu. Il vous revient de stopper cette pratique sans délai, et procéder au remboursement des sommes perçues.

A noter dans le cas d'un postulant à l'apprentissage sans entreprise :

Durant les trois premiers mois, sous le statut de stagiaire de formation professionnelle, il ne peut être demandé à l'apprenti de s'acquitter d'aucun frais de scolarité. Pour rappel, durant cette période, le CFA a l'obligation d'accompagner les postulants à l'apprentissage sous statut de stagiaire de la formation professionnelle dans leurs démarches de recherche d'entreprise

Cf article [L6231-2](#) du Code du travail : 'Les centres de formation dispensant les actions mentionnées au 4° de l'article L. 6313-1 ont pour mission (...) D'appuyer et d'accompagner les postulants à l'apprentissage dans leur recherche d'un employeur ».

Aucun frais d'inscription ou encore de scolarité ne peut donc être demandé par le CFA. En outre, dès lors qu'un contrat d'apprentissage s'exécute, aucun frais ne peut être demandé à l'apprenti.

Compléments :

Le « chèque de caution ». Il peut s'agir d'une pratique "autorisée" pour un établissement privé à la limite, mais pas dans le cadre d'un CFA. En cela, les établissements privés souvent hors contrat qui se sont déclarés CFA depuis la Loi "Pour la liberté de choisir son avenir professionnel" et qui d'ailleurs, pour certains d'entre-eux quand ce n'est pas la totalité, se financent à 100% par le contrat d'alternance, doivent être vigilants sur leurs pratiques. L'apprentissage obéit à un cadre réglementaire bien plus strict et ne pas s'y soumettre peut être préjudiciable. Ce cadre peut être rappelé par exemple dans la fiche ressource "[Différences entre les contrats d'alternance](#)".... Sur le principe de la gratuité, la DGEFP précise qu'il concerne les apprentis, c'est-à-dire les détenteurs d'un contrat éponyme conclu. Et qu'en l'occurrence, une telle "caution" constituerait une "aberration".

La tenue professionnelle. Elle fait partie des frais de premier équipement et que ces frais sont pris en charge dans la majorité des cas par les OPCO dans le cadre du forfait des 500€.

Référence : 3° de l'article D. 6332-83 du code du travail : Le forfait de premier équipement est pris en charge selon un forfait déterminé par l'opérateur de compétences identique pour l'ensemble des CFA concernés, établi en fonction de la nature des activités des apprentis, et dans la limite d'un plafond maximum de 500 euros par apprenti.

La DGEFP rappelle qu'il y a des « tenues » qui relèvent du code du travail, et sont souvent à la charge de l'employeur (chaussures de sécurité cuisine, par exemple).

Les éventuels frais à la charge de l'employeur dans le cadre d'une rupture anticipée. La DGEFP appelle la vigilance des employeurs sur la lecture attentive de la convention de formation qu'il conclue avec un CFA, notamment sur le point des éventuels paiements en cas de « rupture ».

Le contrat de professionnalisation. Dans un arrêt du 13 avril 2023, la Cour de cassation a rappelé que le principe de gratuité du contrat de professionnalisation pour l'alternant était consacré sans équivoque par le Code du travail (article L. 6325-2-1) : aucun frais de scolarité ne peut donc être réclamé à l'alternant même si celui-ci a commencé l'année sous statut d'étudiant. Les frais éventuellement versés avant la signature du contrat de professionnalisation doivent donc lui être remboursés.

Extrait de la [page consacrée au contrat de professionnalisation](#) du Ministère du travail, du plein emploi et de l'insertion
« Actions de formation

Les actions de positionnement, d'évaluation et d'accompagnement ainsi que les enseignements généraux, professionnels et technologiques sont mis en œuvre par un organisme public ou privé de formation ou par l'entreprise elle-même si elle dispose d'un service de formation, c'est-à-dire d'une structure pérenne de formation identifiée comme telle dans l'organisation de l'entreprise et donc des moyens nécessaires à une prestation de formation : locaux, supports pédagogiques, planning réservés aux actions de formation.

Les organismes publics ou privés de formation mentionnés ci-dessus ne peuvent conditionner l'inscription d'un salarié en contrat de professionnalisation au versement par ce dernier d'une contribution financière de quelque nature qu'elle soit. Par ailleurs, les frais de formation proprement dits (frais pédagogiques...) sont à la charge de l'employeur ; ils peuvent être pris en charge par les OPCO mentionnés ci-dessous. Lorsque tel n'est pas le cas, le contrat de professionnalisation peut malgré tout être conclu si l'employeur accepte de prendre en charge le coût entier de la formation.

Toute clause de remboursement des dépenses de formation (clause de « dédit-formation ») par le titulaire du contrat à l'employeur en cas de rupture du contrat de travail est nulle et de nul effet ».

4. La contribution de vie étudiante et de campus (CVEC)

Le CFA doit contrôler que la CVEC est bien mentionnée comme obligatoire pour tout apprenti dans l'enseignement supérieur (à l'exception de ceux inscrits dans un BTS dans un lycée public ou privé sous contrat)

Le principe de base : La CVEC est due par tout étudiant qui s'inscrit à une formation initiale dans un établissement d'enseignement supérieur.

L'apprentissage faisant partie de la formation initiale ([article L6111-1 du Code du Travail](#)), les apprentis du supérieur sont donc concernés. En revanche, les salariés en contrat de professionnalisation relèvent de la formation professionnelle continue et, à ce titre, ne sont pas redevables de cette contribution

Tout dépend à présent si vous êtes apprenti dans un CFA privé ou dans un lycée public ou privé sous contratcar le décret n°2018-564 du 30/06/2018 (JO du 01/07/2018) précise que sont concernées « les personnes inscrites dans une formation d'enseignement supérieur sous statut d'étudiant (y compris les apprentis), à l'exception de celles inscrites à la préparation d'un BTS dans un lycée public ou privé sous contrat ».

Ressources : [Attestations d'acquiescement ou d'exonération](#) de la CVEC

Plus de détails : <https://www.centre-info.fr/site-droit-formation/contribution-de-vie-etudiante-et-de-campus-cvec-et-apprenti> ou sur le site de l'OPCO AKTO

Textes réglementaires :

La CVEC est « destinée à favoriser l'accueil et l'accompagnement social, sanitaire, culturel et sportif des étudiants et à conforter les actions de prévention et d'éducation à la santé réalisées à leur intention » (article L. 841-5 du code de l'éducation).

Art. D. 841-10. - « Le produit de la contribution de vie étudiante et de campus attribué aux centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires est affecté au financement d'actions propres à améliorer les conditions de la vie étudiante conformément aux finalités mentionnées au premier alinéa du I de l'article L. 841-5. Les centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires veillent notamment à organiser des actions spécifiques destinées aux étudiants inscrits dans un

établissement d'enseignement supérieur qui n'est pas bénéficiaire du produit de la contribution vie étudiante et de campus ».

Art. D. 841-11. - « Les établissements mentionnés aux 1° et 2° de l'article D. 841-5 consacrent au minimum 30 % des montants fixés dans cet article au financement de projets portés par des associations étudiantes et aux actions sociales à destination des étudiants portées par les établissements dans les domaines énumérés au premier alinéa du I de l'article L. 841-5 et au minimum 15 % au financement de la médecine préventive ».

5. Les pratiques commerciales déloyales (comme le recours à des publicités mensongères)

Les CFA sont invités à consulter avec une grande attention la [fiche consacrée à l'immatriculation UAI](#), qui apporte des précisions sur les usages abusifs par les organismes de formation des logos de l'Etat ou encore des termes : « tutelle de l'Etat », « reconnaissance de l'Etat », « agrément », « qualité pédagogique des formations ».

Complément :

La notion de publicité recouvre, notamment, les encarts publicitaires dans la presse, les plaquettes, les sites Internet, leur référencement sur les moteurs de recherche, les spots TV et radio, cartes de visites, mailings, papiers à en-tête et affiches. (Article L. 6352-13 du Code du Travail.)

Dans sa note de juillet 2023, France compétences appelle à la vigilance sur des informations trompeuses relatives à des formations préparant à des certifications reconnues par l'Etat.

France compétences souhaite ainsi mettre en garde les familles, les jeunes et les actifs pour leurs éviter de s'orienter, à leur insu, dans des cursus non-reconnus par l'Etat.

Il est important de rappeler que seule l'inscription de la certification au Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) garantit l'acquisition d'un niveau de qualification reconnu par l'Etat et sur le marché du travail. Ce répertoire recense, via des fiches descriptives, tous les diplômes, titres professionnels et certificats de qualification professionnelle qui sont reconnus par l'Etat comme permettant l'exercice d'un métier.

France compétences constate que certains organismes peuvent induire en erreur, parfois délibérément, et invite l'ensemble des parties prenantes à relayer la démarche en incitant le public à vérifier en quelques clics que la certification ou le diplôme choisi figure au RNCP

Outre le respect des dispositions générales du Code de la Consommation applicables en matière de publicité, les organismes de formation sont également soumis à la réglementation imposée par le Code du Travail.

Deux arrêtés notamment à prendre en compte :

[Article L6352-13](#)

La publicité réalisée par un organisme de formation ne doit comporter aucune mention de nature à induire en erreur sur les conditions d'accès aux formations proposées, leurs contenus, leurs sanctions ou leurs modalités de financement.

[Article L6352-12](#)

Lorsque la publicité réalisée par un organisme de formation fait mention de la déclaration d'activité, elle doit l'être sous la seule forme : "Enregistrée sous le numéro... Cet enregistrement ne vaut pas agrément de l'Etat."

L'article L. 6355-17 du Code du Travail dispose : « le fait de réaliser une publicité comportant une mention de nature à induire en erreur sur les conditions d'accès aux formations proposées, leurs contenus, leurs sanctions ou leurs modalités de financement, en méconnaissance de l'article L. 6352-13, est puni d'un an d'emprisonnement et de 4500 € d'amende ».

6. Les intitulés des formations préparant à des certifications

Compléments résultant d'échanges avec la Direction certification de France compétences et de la lettre d'actualité de France compétences de juillet 2023

Préambule :

Une certification professionnelle vise à sécuriser les parcours professionnels, en permettant une reconnaissance des compétences de la personne.

Synonyme de « diplôme » dans le langage courant, le terme de certification professionnelle désigne les diplômes et titres à finalité professionnelle, certificats de qualification professionnelle (CQP), blocs de compétences, certificats ou habilitations enregistrés au RNCP.

Chacune de ces trois typologies de certification professionnelle dispose de la même reconnaissance au sein du cadre national des certifications.

Il faut distinguer :

d'une part, le « cursus » ou la « formation », c'est-à-dire le parcours qui permet de préparer les diplômes. Cela relève des organismes de formation, écoles, qui sont aussi appelés, dans le RNCP, « organismes préparant à la certification » ;

d'autre part, la « certification » ou « certification professionnelle » qui est un synonyme de diplôme et qui relève de l'organisme certificateur (il peut être identique à l'organisme de formation).

Les certifications professionnelles ne doivent donc pas être confondues avec les notions de formations et de qualifications.

Le RNCP recense, via des [fiches descriptives](#) ayant valeur de publication légale, tous les diplômes, titres professionnels et certificats de qualification professionnelle qui sont reconnus par l'État comme permettant l'exercice d'un métier. Par exemple, un contrat en apprentissage n'est pas licite s'il ne prépare pas à une certification professionnelle qui y figure.

Postulat :

Seule une certification enregistrée au RNCP permet la délivrance d'un niveau de qualification reconnu par l'Etat (à la seule exception historique des bacs généraux et technologiques), lui-même reconnu dans le cadre européen des certifications.

Le Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) a pour objet de tenir à la disposition des actifs, des entreprises et des opérateurs de formation et d'orientation, une information constamment à jour sur les certifications professionnelles. Il est à la fois le vecteur de la reconnaissance de l'Etat, concernant ces certifications dans un processus associant étroitement les partenaires sociaux, et le vecteur de communication de l'information légale sur celles-ci.

NB : la reconnaissance par l'Etat vaut pour les certifications enregistrées au RNCP. Un CFA ne peut se prévaloir d'une quelconque reconnaissance de l'Etat ou du Ministère de l'éducation nationale en mettant en œuvre un diplôme de ce ministère certificateur.

Dans sa démarche de communication à des tiers, un organisme de formation a la possibilité de proposer un intitulé de formation différent de celui de la certification enregistrée au RNCP dans le cadre de son offre commerciale (pour être plus attractif par exemple) à condition que l'intitulé soit corrélé à celui de la certification visée et ne trompe pas l'utilisateur quant à la finalité de son parcours de formation. Il ne doit en aucun cas dénaturer l'objet même de la certification.

L'intitulé, les prérequis, les objectifs, le contenu et les modalités d'évaluation doivent strictement correspondre à ceux proposés lors de la demande d'enregistrement.

France compétences a toute latitude pour engager une procédure de contrôle à l'encontre de tout organisme de formation qui proposerait des intitulés d'offres de formation très différents de l'intitulé déposée dans le RNCP (et susceptible d'induire en erreur le tiers dans le choix de sa formation), et/ou des offres de formation auxquels s'ajouteraient des spécialités totalement décorrélées de la certification visée.

Complément extrait de [Centre Inffo](#) - Valérie Michelet - Le 20 février 2023

« Contrat de formation professionnelle : nullité encourue si l'intitulé de l'action de formation n'est pas suffisamment précis

Les décisions relatives au contrat de formation professionnelle sont suffisamment rares pour que celle rendue par la 1^{ère} chambre civile de la Cour de cassation le 18 janvier 2023 mérite un commentaire.

Les juges de la Haute cour rappellent, quoique sans grande surprise, le pouvoir souverain des juges du fond pour interpréter le contenu du contrat conclu entre l'organisme de formation et l'acheteur, personne physique entreprenant une formation à ses frais.

Et cette interprétation peut être lourde de conséquence pour l'organisme de formation. En effet, à défaut de comporter les mentions prévues par le législateur, le contrat de formation est entaché de nullité ([article L6353-4 du Code du travail](#)).

Conformément aux dispositions précitées du Code du travail, le contrat de formation professionnelle conclu entre la personne physique qui entreprend une formation à ses frais et le dispensateur de formation doit notamment préciser la nature, le programme et l'objet des actions de formation qu'il prévoit.

En l'espèce, le libellé de la formation tel que porté au contrat de formation professionnelle ne permettait pas, selon les juges du fond, de « *comprendre la nature et l'objet de la formation* » ([Cour d'appel, Versailles, 3e ch., 24 juin 2021, n° 19/08193](#)).

Les termes employés, relevaient les juges, étaient « *soit abscons, soit tellement généraux et vagues qu'il n'en ressortait aucune information précise* ». La formulation doit répondre à l'exigence légale de « *précision* » sur la nature et l'objet de la formation. L'organisme de formation ne peut pas davantage se référer « *aux informations figurant sur son site internet pour prétendre avoir satisfait aux obligations découlant de l'article L6353-4 du Code du travail précité puisque cette disposition définit les mentions qui doivent être précisées dans le contrat de formation lui-même* ».

Dans le même sens, les juges de la Cour d'appel de Montpellier ont récemment précisé que la formulation utilisée dans un contrat de formation professionnelle ne remplissait pas l'exigence de précision posée par le législateur lorsqu'elle est rédigée « *en des termes généraux applicables à toutes les formations [sur la thématique en question] qui n'informent donc pas précisément les stagiaires sur ce qu'ils peuvent en attendre* » ([Cour d'appel Montpellier 19 janvier 2023 n°20/00943](#)).

Le législateur prévoit également que le contrat de formation professionnelle doit préciser les modalités de paiement ainsi que les conditions financières prévues en cas de cessation anticipée de la formation ou d'abandon en cours de stage. Les juges de la Cour d'appel de Montpellier ont considéré que la clause qui mentionne uniquement le montant global de la prestation ne répond pas à cette prescription.

[Cour de cassation, civile, Chambre civile 1, 18 janvier 2023, 21-22.404](#)

7. Les conditions réglementaires d'accès à l'apprentissage (notamment en fonction de l'âge des candidats).

Pour ne pas faire d'erreur, prendre appui sur la fiche relativement exhaustive sur le sujet ([Fiche Conditions accès en apprentissage](#)).

8. Le cadre réglementaire pour justifier d'une certification qualité

Tout CFA qui dispense pour la première fois une action de formation par apprentissage peut, pendant un délai de 6 mois à compter de la signature de la première convention de formation par apprentissage ou, pour les centres de formation d'apprentis d'entreprise, du premier contrat d'apprentissage, être financé par un Opco, une Transitions Pro, l'Etat, les Régions, Pôle emploi et Cap emploi pour une action de formation par apprentissage sans détenir la certification pour cette catégorie d'actions.

Pour plus de détails, extrait de [Centre Inffo](#) - décembre 2021

"Prestataires d'une première action de formation par apprentissage
Un prestataire d'actions de formation qui dispense pour la première fois une action de formation par apprentissage peut, pendant un délai de 6 mois à compter de la signature de la première convention de formation par apprentissage ou, pour les centres de formation d'apprentis d'entreprise, du premier contrat d'apprentissage, être financé par un Opco, une Transitions Pro, l'Etat, les Régions, Pôle emploi et Cap emploi pour une action de formation par apprentissage sans détenir la certification pour cette catégorie d'actions.

Une condition, néanmoins : ces prestataires doivent s'engager à transmettre à l'organisme concerné, dans un délai de 2 mois, la copie du contrat conclu avec l'organisme ou l'instance certificateur en vue de l'obtention de cette certification. A défaut de transmission de cette pièce dans le délai de 2 mois, le prestataire ne peut obtenir de prise en charge financière de nouvelles actions de formation par apprentissage.

A l'issue du délai de 6 mois, le centre de formation d'apprentis (CFA) qui n'a pas obtenu la certification pour la catégorie d'actions concernée ne peut conclure un nouvel engagement avec un financeur des cinq financeurs cités ci-dessus.

En cas d'anomalie constatée dans l'exécution de l'action par apprentissage ou de non-respect des dispositions relatives aux objectifs de l'apprentissage et aux manquements aux obligations des CFA, l'organisme financeur notifie à l'organisme prestataire les anomalies constatées et l'invite à présenter des observations écrites ou orales dans un délai de 15 jours à compter de cette notification.

À l'expiration de ce délai, l'organisme financeur peut, par une décision motivée, refuser à l'organisme prestataire toute prise en charge de nouvelles actions de formation par apprentissage durant la période de 6 mois où le prestataire peut encore obtenir sa certification".

Les principaux sujets de préoccupation (extrait de la [Foire aux questions](#) régionale)

Les distinctions entre certification et habilitation

Les certifications sont référencées au RNCP (répertoire nationale des certifications professionnelles), géré par France compétences (voir à l'adresse suivante : <https://www.francecompetences.fr/>).

Une habilitation est une forme d'autorisation délivrée à un organisme de formation pour proposer dans son offre de formation une certification donnée.

Extrait de [Mon compte formation](#) : Une « habilitation à former » est l'autorisation que délivrent les organismes porteurs des certifications inscrites au répertoire national des compétences professionnelles (RNCP) et au répertoire spécifique (RS). Par ce biais, les organismes certificateurs autorisent (habilitent) des organismes de formation à préparer à leur certification. En tant qu'organisme de formation, vous vous engagez à être habilité à former par l'organisme certificateur si vous proposez une formation visant une certification inscrite au RNCP ou au RS, sur la plateforme Mon Compte Formation (confer les Conditions Générales de Mon Compte Formation- article 3.1 : critères à respecter par les organismes de formation pour être référencés). France compétences collecte les habilitations qui lui sont transmises par les certificateurs.

- Certaines certifications inscrites au RNCP ou RS et portées par des ministères (principalement le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation ainsi que le ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports) ne sont pas encore concernées. Un message d'alerte informatif reste toutefois affiché aux usagers.

Précision de la DGESCO- bureau des lycées professionnels, de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue) : Les diplômes du ministère sont "libres d'utilisation en formation", comme indiqué sur la plateforme du CPF, donc il est bien permis d'y former sans autorisation ou habilitation. Ainsi pour la phrase sur les fiches RNCP ("L'habilitation à former de cet organisme n'a pas pu être vérifiée pour cette certification"), cela doit s'entendre au sens de "vous pouvez, et n'avez rien à demander à notre ministère".

A ce jour, le ministère ne délivre pas d'autorisation ou d'habilitation aux centres de formation pour former à ses diplômes professionnels enregistrés au RNCP (CAP, bac pro, etc).

Cette mention figure sur les fiches RNCP de nos diplômes, France compétences les ayant validées.

Une réflexion a été engagée sur le sujet, mais à ce stade, encore une fois, le ministère ne délivre pas d'autorisation, ce dont France compétences est informé.

En revanche, nous ne déléguons pas les sessions d'évaluation, celles-ci se passent forcément chez nous (DEC) ».

IMPORTANT

Une habilitation à former est nécessaire pour le diplôme de la mention complémentaire Encadrement secteur sportif (MCE2S), co-porté par le Ministère de l'éducation nationale et les Ministères de la jeunesse. Toute ouverture de la MC E2S doit en effet

faire l'objet d'une autorisation par le recteur d'académie après concertation du délégué régional académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports (DRAJES). Cette procédure doit être suivie par tout opérateur (lycée, OF-CFA ou OF autre) pour pouvoir être mise en œuvre.

Cette condition d'habilitation à former est valable également en apprentissage, ce qui est une première pour un diplôme de l'Education nationale

Complément de la DGESCO : La MCE2S est le seul diplôme pour lequel une habilitation est nécessaire. Il n'est pas prévu que d'autres diplômes soient concernés à terme. L'information a été vérifiée auprès du bureau des diplômes professionnels.

Référence : le [courrier de la DGESCO aux recteurs du 31 mai 2022](#) portant sur la mise en œuvre des nouvelles certifications du secteur sportif dans la voie professionnelle.

Pour connaître les opérateurs habilités à ce jour, ci-après la fiche RNCP :

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/36328/>

Complément de la DGESCO

(...) Dans les collectivités d'outre-mer de Nouvelle Calédonie et de Polynésie française, les conditions de mises en œuvre de l'apprentissage sont différentes (les structures pour pratiquer l'apprentissage doivent être habilitées).

Réf. : les points 13° et 15° de l'article 1 du [Décret n° 2022-850 du 3 juin 2022 modifiant les dispositions du code de l'éducation relatives au brevet de technicien supérieur et le décret n° 2020-398 du 3 avril 2020 relatif à la certification en langue anglaise pour les candidats à l'examen du brevet de technicien supérieur](#), qui sont rattachés respectivement à l'article D.687-2 (concerne la Nouvelle Calédonie) et D.686-2 (concerne la Polynésie Française).

Confusion entre certification qualité et contrôle pédagogique des formations par apprentissage

Nous travaillons avec sérieux depuis de nombreuses années et les résultats aux examens en témoignent (...) Ce contrôle que vous souhaitez effectuer sur ce diplôme est mal vécu par mes équipes et moi-même (...).

Je ne doute pas de votre engagement et de celle de vos équipes.

Je rappelle que le programme dont il est question est un programme de contrôle ET d'accompagnement pédagogique. C'est-à-dire qu'il permet de faire un diagnostic de la situation d'une cible large de CFA sur un objectif restreint à 4 priorités pédagogiques, suivi d'un accompagnement pédagogique très souple offrant la possibilité à ces CFA de gagner des marges de progrès pour la prochaine rentrée.

Vous avez également noté que la constitution de cet échantillon procède de 6 modalités différentes. Celle vous concernant est issue de l'analyse des résultats aux examens. Je sais tout à fait les nuances qu'il faut apporter à une analyse stricte de ces résultats, mais il s'agit d'indicateurs comme d'autres qui ont permis de consolider cet échantillon en veillant à respecter des équilibres entre le public et le privé, entre les territoires, entre les niveaux de formation.

Vos équipes ne doivent donc pas ressentir cela comme une injustice.

Enfin, les fiches qualité pédagogique dont on parle se différencient de la certification Qualité qui n'évalue qu'un processus. Elles précisent les attentes du Ministère certificateur. Elles ont été construites en référence aux indicateurs qualité pour aider les CFA dans leurs démarches qualité.

J'ai parlé d'opportunités pour les CFA et je l'assume.

Je sais la complexité de la formation professionnelle, de l'apprentissage, de la gestion au quotidien d'un CFA ...ma mission couvre bien ces trois volets : contrôle, mais aussi et surtout information et accompagnement.

Confusions sur le sujet du solde de la taxe d'apprentissage

Seul un don en nature aux CFA par des entreprises est possible au titre du solde de la taxe d'apprentissage. Mais ces dons se font hors de la plateforme dématérialisée SoltéA.

Ainsi,

- Un CFA en tant que tel ne peut pas être inscrit dans SoltéA

Y compris des CFA créés sous statut associatif.

Y compris pour des postulants à l'apprentissage démarrant leur formation en CFA sous le statut de stagiaire de la formation professionnelle en l'absence d'entreprise.

En effet, il faut différencier la fraction principale de la taxe d'apprentissage (87%) que les CFA perçoivent pour financer les contrats d'apprentissage (« le coût contrat ») du solde de la taxe d'apprentissage (13% restant) versé par les entreprises aux établissements de formation éligibles, destiné au financement des formations initiales professionnelles et l'insertion professionnelle (hors apprentissage) ou à subventionner les CFA sous forme d'équipements et de matériels.

- Le solde de la taxe d'apprentissage n'a pas vocation à financer les dépenses en apprentissage (hormis dans le cas d'un versement sous la forme de dons en nature par les entreprises aux CFA qui restent possibles au titre de la fraction des 13%, mais ne sont pas gérés dans SoltéA.).

Ainsi, un établissement qui percevrait le solde de la taxe au titre de ses formations professionnelles initiales sous statut scolaire ne peut utiliser ces fonds que pour celles-ci. Il ne peut y avoir de fongibilité des fonds entre ces formations et d'autres formations (apprentissage, formation continue) dans le cas d'organismes à multiples statuts : lycée, CFA, ...

Plus de détail dans la fiche « [Le solde de la taxe d'apprentissage](#) ».